



ARRETE MUNICIPAL REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT L'ACCES AUX INSTALLATIONS PUBLIQUES – COVID 19

DST - 2020 – 120

(abroge l'arrêté municipal DST-2020-109)

Le Maire de la Commune de BEAUMONT

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et 2213-6
- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- vu le Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

Considérant que, il y a lieu de limiter les rassemblements de personnes pour limiter la propagation de l'épidémie et protéger la population à risque tout en maintenant les activités économiques et celles indispensables à la vie de la collectivité,

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du mercredi 15 juillet 2020, les installations publiques ci après pourront être ouvertes au public après validation par l'autorité territoriale en fonction des activités pratiquées sous réserve du respect du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 et notamment les articles détaillant les mesures d'hygiène et de distanciation :

- Les Chabades
- Centre Associatif Beaumontois
- Espace Daupeyroux
- LCR peintres beaumontois
- Espace Limagne
- Salle des fêtes « La Ruche »
- Complexe sportif de l'Artière
- Le Tremplin
- Local communal de la résidence « les 6 Collines »
- Maison des Beaumontois
- Les terrains de pétanques situés esplanade du 8 mai.
- Le COSEC
- Halle des Sports de la Mourette
- Complexe sportif de la Mourette et notamment les terrains de rugby
- Les locaux accueillant la pratique de sports de combat

Article 2^{ème} : Par dérogation à l'article 1^{er}, les locaux suivants sont fermés :

- Les vestiaires collectifs

Article 3^{ème} : Par dérogation à l'article 1er, les personnels des sociétés privées, des collectivités territoriales, ou des gestionnaires publics assurant l'entretien des espaces concernés sont autorisés à y pénétrer pour le strict exercice de leur activité professionnelle.

Article 4^{ème} : La violation de l'interdiction prévue par le présent arrêté est punie des sanctions prévues à l'article L.3136-1 du code de la santé publique.

Article 5^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de la date d'affichage :

- Soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Maire de Beaumont
- Soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand

Article 6^{ème} : Le Maire, la Préfète, la police nationale territorialement compétente, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la commune de Beaumont.

Article 7^{ème} : Ampliation est faite à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Responsable du service de Police Municipale,

Fait à Beaumont le 15 juillet 2020
Le Maire de Beaumont,

Jean-Paul CUZIN